

## Appui à la lutte contre le Charançon Rouge du Palmier



Le Wali de Tidjikja en séance de démonstration de traitement de palmiers à Tidjikja (Tagant) ©FAO/Mauritanie

En réponse à une requête du Gouvernement mauritanien en janvier 2016, la FAO a formulé un programme de coopération technique d'urgence intitulé « *Projet d'assistance d'urgence pour contrôler le charançon rouge du palmier dans les oasis de la Mauritanie* ».

En effet, la Mauritanie connaît pour la première fois, l'apparition du Charançon Rouge du Palmier (*Rhynchophorus ferrugineus*) signalé dans les oasis de Tidjikja. Pour faire face à cet insecte de quarantaine, l'appui de la FAO va porter sur essentiellement deux volets : le premier volet porte sur la formation technique pour la gestion intégrée des ravageurs (Integrated Pest Management) et le second volet sur la fourniture d'équipements d'urgence pour mener des activités de prospection, éradication et suivi. Par ailleurs, le projet visera aussi la consolidation du cadre réglementaire de quarantaine et mettra en place un système de suivi et de surveillance des palmiers dans les oasis.



Membres de la coopérative Meftah El Kheir préparant les Blocs Multi-nutritionnels sous la supervision d'un expert de la FAO à Garley (Gorgol) ©FAO/Mauritanie

## Fabrication des Blocs Multi-nutritionnels pour les animaux en zone pastorale

Dans le cadre du renforcement de la résilience à travers l'amélioration des moyens d'existence des communautés pastorales, la FAO met en œuvre, depuis 2014, une activité de production locale et d'utilisation de Blocs Multi-nutritionnels (BMNs) dans ses zones d'intervention notamment dans les Wilayas du Trarza, Brakna, Gorgol et Assaba.

Dans ces zones, l'élevage constitue la principale source de revenus pour 75% de la population. Il occupe ainsi une place prépondérante pour la survie des populations rurales et joue un rôle très important dans l'économie locale.

Compte tenu de la situation d'insécurité alimentaire dont souffre régulièrement une grande partie des populations rurales durant la période de soudure où les pâturages manquent qualitativement et quantitativement pour le bétail, les Blocs Multi-nutritionnels constituent une alternative qui permet aux éleveurs de maintenir leur cheptel.

Les BMNs sont hautement nutritifs ; leur formule inclue les matières premières locales à haute valeur nutritive notamment les tourteaux d'arachide, le son de blé et du riz, la mélasse, l'urée, le sel de cuisine, et un complément minéral et vitaminé.

C'est dans ce cadre que la FAO a formé 4 coopératives pilotes dans ces zones cibles sur les techniques de fabrication des BMNs et a fourni le matériel nécessaire pour la fabrication de 500 blocs pour chacune. En plus de la formation, la FAO a fourni l'équipement nécessaire pour la fabrication des BMNs.

A ce jour, 117 membres des coopératives ont été formés dont la majorité sont des femmes.

Pour asseoir cette activité, la FAO a lancé en cette année 2016 une phase de multiplication des BMNs à travers un accord avec la coopérative dénommée *Meftah El Kheir*, une des coopératives préalablement formée dans la Wilaya du Gorgol. Cette phase a permis la fabrication de 1000 BMNs pour vulgariser la technique auprès des éleveurs.

Il est à rappeler que la FAO a exécuté cette activité en partenariat avec la Délégation Régionale du Ministère d'Elevage.

En outre, un modèle de comité de gestion a été mis en place dans chaque coopérative pour la gestion et la fabrication des BMNs permettant aux populations d'amorcer avec sérénité leurs conditions de vie et leurs moyens d'existence durablement.



Moulage des Blocs Multi-nutritionnels à Garley (Gorgol) ©FAO/Mauritanie

## Signature des conventions de trois programmes de coopération entre le Gouvernement mauritanien et la FAO



Discours de la Ministre de l'Agriculture lors de la signature des conventions au Ministère de l'Agriculture ©FAO/Mauritanie

## Système de Renforcement Economique à travers le Microcrédit et le transfert monétaire ciblé



Femmes en coopérative à la CECA de Gvava Peulh (Assaba) ©FAO/Mauritanie

Le Gouvernement mauritanien représenté par la Ministre de l'Agriculture, Madame Lemina Mint El Ghotoub et la FAO ont procédé à la signature de trois (3) conventions de financement et d'appui technique le 30 mars 2016 à Nouakchott. Il s'agit d'abord d'une convention de financement d'un projet de *monitoring des systèmes oasiens maghrébins*. Ce projet couvre le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie. Ce projet sous régional est financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF) à hauteur de 1, 726, 484 USD.

La Ministre a par ailleurs signé le Projet d'Appui d'urgence pour la *lutte contre le Charançon Rouge du Palmier* qui est apparu dans la palmeraie de Tidjikja dans la wilaya du Tagant et qui menace de se propager en Mauritanie. Ce projet apporte un renforcement des capacités techniques au Ministère de l'Agriculture et facilite l'approvisionnement de produits de lutte contre le ravageur et d'équipements spécialisés. L'assistance dans cette lutte contre le Charançon Rouge du Palmier se chiffre à 435, 000 USD sur un an et bénéficie de l'appui du Bureau Sous-Régional de la FAO pour l'Afrique du Nord (SNE), du Bureau Régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (RNE) et du bureau FAO au Royaume d'Arabie Saoudite.

Enfin, il a été procédé le même jour à la signature d'un Programme de Coopération Technique (TCP) d'appui à la production maraîchère dans la région de Nouakchott. Ce projet d'un montant de 315, 000 USD assistera le Gouvernement dans la stratégie horticole et l'organisation de l'agriculture urbaine et péri-urbaine autour de Nouakchott.

Dans son allocution, la Ministre Madame Mint El Ghotoub a loué les efforts que déploie la FAO en Mauritanie. La cérémonie s'est déroulée au Ministère de l'Agriculture en présence de la Secrétaire Générale du ministère, des cadres du Ministère de l'Agriculture et ceux de la FAO.

Dans le cadre du Programme conjoint PAM-UNICEF-FAO, financé par l'Union Européenne, dont le but est de renforcer la résilience économique des ménages vulnérables des régions de l'Assaba et du Guidimakha, la FAO a mis en place et capitalisé 5 caisses de Microcrédit en juillet 2015, communément appelé des CECA - Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole.

La création d'un écosystème financier adapté aux populations est une condition importante pour renforcer la résilience des ménages vulnérables. L'accent a été mis entre autres sur la proximité, l'autonomie de gestion, la rentabilité et la pérennisation. La FAO a donc, avec l'appui de partenaires locaux assuré la formation des comités de gestion et la capitalisation de ces CECA. Ce financement a permis à 1 076 ménages d'obtenir des prêts pour des petits commerces ou pour l'autoconsommation. Ces caisses fonctionnent sous forme de mutuelles et offrent des services de crédit, d'épargne, de transferts de fonds aux membres. La gouvernance des CECA est assurée par un comité de crédit et un comité de surveillance issus de l'assemblée générale des membres de la caisse.

Par ailleurs, la FAO a mis en place un accord de partenariat avec une institution de microfinance, faitière, intitulée l'Union Nationale des Mutuelles d'Investissement et de Crédit Oasien (UNMICO), qui est chargée d'intégrer les CECA dans leur réseau et assurer leur suivi et encadrement à la fin du programme.

En plus des CECA mises en place, des Magasins Multifonctionnels (MMFs) ont été construits sur les sites dotés chacune d'une caisse. Les MMFs servent à sécuriser les récoltes des producteurs, à réduire les pertes post-récoltes et à atténuer les effets de la soudure sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ruraux. Le fond de roulement des CECA est également utilisé pour les activités liées aux MMFs, comme le warrantage qui est un mécanisme de crédit ayant pour support la mise en garantie des récoltes contre l'octroi du crédit.

Dans un autre volet, un système de transfert monétaire a été aussi entrepris chez des agropasteurs particulièrement vulnérables de la Wilaya du Gorgol pour renforcer leur résilience notamment en période de soudure. Dans l'ensemble, la FAO a entamé trois projets dans le domaine de la protection sociale avec des opérations de transferts monétaires. Le dernier en date est un projet régional financé par le gouvernement de la Finlande visant à renforcer la résilience économique des communautés vulnérables du Gorgol à travers des filets sociaux productifs. A cet effet, 500 ménages ont été ciblés pour recevoir des combinaisons de cash et d'actif productifs. Ces interventions s'inscrivent dans la logique de la FAO de renforcer la cohérence entre l'agriculture et la protection sociale pour lutter contre la faim et la pauvreté.